



Bulletin national des entreprises

n°6

Contre la liquidation de la France ouvrière :

LA LUTTE DES CLASSES !

Plus de 4000 syndicalistes CGT se sont rassemblés à Paris le 22 janvier dernier, à l'initiative notamment de la FNIC CGT, pour exiger l'interdiction des plans antisociaux et de tous les licenciements. Ce grand rassemblement, avec la participation d'autres fédérations CGT, est une nouvelle étape dans la construction du rapport de force.

Depuis 6 mois, les annonces de fermetures s'enchaînent, notamment dans l'industrie et en particulier dans la métallurgie et les industries chimiques. Aucun secteur n'est épargné, à l'image des salariés d'Auchan et de la grande distribution.

Plus de 300 000 emplois sont directement menacés par un patronat qui restructure et réorganise ses capacités de production pour garantir une juteuse marge financière aux actionnaires. L'année 2024 a par ailleurs été un nouveau jackpot pour les riches : près de 100 milliards d'euros en dividende ont été transférés par les grands groupes du CAC 40 à leurs actionnaires.

Ce n'est pas l'instabilité politique qui est en cause ici : c'est bien la loi du profit qui s'applique en toute circonstance et ce sont bien les travailleurs qui souffrent des choix du patronat et de ses complices au pouvoir dans notre pays.

La Conférence Europe FSM organisée en France

À l'heure de la multiplication des tensions et guerres impérialistes, l'organisation, du 29 au 30 janvier, de la Conférence européenne de la Fédération Syndicale Mondiale à Créteil, avec des dizaines de délégués, tant étrangers que français, marque une étape importante dans la reconstruction d'un internationalisme de classe et de masse, démocratique, unitaire et internationaliste.

Ne croyons pas aux mensonges des patrons, des autorités, des syndicats jaunes : il n'y a aucune fatalité, et des solutions très concrètes existent pour arrêter ce tsunami anti travailleurs.

1. C'est par la lutte des classes que nous pouvons inverser la tendance. C'est par l'organisation que nous pouvons opposer notre collectif de travail à leurs convergences d'intérêts capitalistes. C'est par la grève que nous pouvons contraindre les patrons à revoir leurs plans de fermeture d'usines. Mais aussi, gagner la retraites à 60 ans, les augmentations de salaires.

2. Les négociations pour le « chèque » et les indemnités de licenciements sont un piège. Qui peut croire que le patron ne provisionne pas dans l'espoir que les salariés acceptent la fatalité ? Ce qui fait le plus mal au patron, c'est toujours le maintien et la pérennisation de l'emploi.

3. C'est nous qui créons les richesses des entreprises et du pays tout entier. Pour éviter les fermetures et les licenciements, il n'y a qu'à puiser dans les profits réalisés par les grands groupes à la sueur des ouvriers et avec l'argent du contribuable ; chaque année, plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques sont données par l'Etat et les collectivités aux multinationales, sans contreparties.

4. Les ministres et les patrons travaillent main dans la main ; l'Etat et le Medef sont complices. Il n'y a rien à attendre de cette association de malfaiteurs, il faut leur imposer de sortir l'industrie des griffes du marché capitaliste : l'expropriation des grands groupes et la nationalisation, sous contrôle des travailleurs, de toutes les branches et secteurs industriels du pays, est une évidence. De même pour l'interdiction de tous les licenciements.

La bataille continue, avec notamment une nouvelle manifestation à l'appel de la FNIC CGT sur la plateforme chimique de Jarrie, en Isère, le 5 février prochain avec les Arkema du site, en grève totale contre les licenciements !